

CURRICULUM VITAE

Christophe MONDOU

Maître de conférences à l'Université Lille 2, Droit et Santé

FORMATION

Diplômes

1994 DOCTORAT EN DROIT (droit public)

Université d'Aix-Marseille III

Thèse : « *Le choix de la gestion déléguée des services publics locaux* », sous la direction de M. le Professeur Jean-Yves Chérot, soutenue à Aix-en-Provence le 22 janvier 1994

Mention Très honorable et félicitations du jury

HABILITATION A DIRIGER DES RECHERCHES

délivrée, à Aix-en-Provence, le 22 janvier 1994.

1988 D.E.A. EN DROIT PUBLIC INTERNE

Université d'Aix-Marseille III

Prix du Conseil général

1987 D.E.S.S. ADMINISTRATION PUBLIQUE GENERALE ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Université d'Aix-Marseille III

Mention Assez Bien, Prix EDF-GDF

1982 BACCALAUREAT, série B

Académie de Marseille

Situations statutaires

Depuis le **MAITRE DE CONFERENCES (DROIT PUBLIC)**

01/10/1994 Université Lille 2, Droit et Santé

01/09/1998 promu à la première classe

01/09/2009 promu maître de conférences hors classe (sur délibération du C.N.U.)

1993-1994 **ATTACHE TEMPORAIRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE**

Université d'Aix-Marseille III

1990-1993 **ATTACHE DE RECHERCHE (CONTRACTUEL)**

Université d'Aix-Marseille III – Institut International du Droit de l'Audiovisuel

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

- *Expert AERES* (depuis octobre 2009)
- *Responsable* du Master 2 Management des collectivités territoriales (depuis septembre 2010)
- *Chargé de mission Information - Orientation* de l'Université Lille 2 (depuis février 2009 après avoir été directeur du SUAIO Lille 2 de septembre 2006 à janvier 2009)
- *Chargé de mission Insertion professionnelle* pour la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Lille 2 (depuis novembre 2007)
- membre élu du Conseil des études et de la vie universitaire de l'Université Lille 2 (depuis 2005, membre de la commission mixte CS/CEVU)
- membre de la commission « Accès dérogatoire aux études supérieures » de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Lille 2 (depuis 2005)
- membre élu du Conseil de Faculté, Lille 2 (de 2005 à 2009)
- membre titulaire de la Commission de spécialistes de Droit public de l'Université Lille 2 (de 1998 à 2008)

TRAVAUX ET PUBLICATIONS

Thèse :

1/ *Le choix de la gestion déléguée des services publics locaux*, Aix-en-Provence, 22 janvier 1994.

Ouvrages :

2/ *Le domaine public des collectivités territoriales*, Territorial Editions, Dossier d'expert, 3^e édition, 2010, 198 p.

3/ *Le domaine privé des collectivités territoriales*, Territorial Editions, Dossier d'expert, 2^e édition, 2010, 140 p.

4/ *Les conventions de délégation de service public des collectivités territoriales*, Editions du Papyrus, 2006, 184 p.

5/ *Droit des libertés fondamentales*, Ellipses, coll. Mise au point, 2005, 142 p.

Participation à des ouvrages collectifs :

6/ Commentaire des articles 3 du Protocole n°4 (Expulsion du national) et 1er du Protocole n°7 (Expulsion de l'étranger), in *La Convention européenne des droits de l'homme et le juge français* (Vademecum de pratique professionnelle), sous la direction de Mme M. Cliquennois, L'Harmattan, 1997, pp. 257 et 265.

7/ *Réussir ses dissertations dans les concours de la fonction publique*, sous la direction de P. Gevart, (rédaction des développements sur la dissertation juridique), Editions de l'Etudiant, 2^e édition, 2006, 228 p.

8/ *Les droits de l'homme*, sous la direction de P. Gevart (rédaction des fiches 19, 23 et 26), Editions de l'Etudiant, 2006, 166 p.

9/ Rédaction de la fiche de TD n°20 : *Suffrage et élections*, in Travaux dirigés de droit constitutionnel sous la direction du Professeur V. Cattoir-Jonville, ed. Ellipses, coll. Université droit, 2002.

Articles :

1 – droit des collectivités territoriales :

10/ « La responsabilité pénale des collectivités territoriales », *AJDA*, 1993, p. 539.

11/ « L'autonomie financière des collectivités territoriales ou une réforme en trompe-l'œil », *RFDA*, 2005, n°2, p. 419.

12/ « La coopération décentralisée des collectivités territoriales : d'un mode d'exercice des compétences à une compétence spécifique », *Revue Lamy Collectivités territoriales*, mars 2007, p. 77.

13/ « Les dispositions relatives aux collectivités territoriales dans la loi de finances pour 2008 », *Revue Lamy Collectivités territoriales*, février 2008, p. 12.

14/ « Le statut juridique des établissements thermaux », *Tourisme et droit*, février 2008, n°95, p. 19.

15/ « Les directeurs d'office de tourisme : un statut juridique variable », *Tourisme et droit*, avril 2008, n°97, p. 26.

16/ « Les nouvelles conditions du droit à déduction de la TVA pour les collectivités territoriales », *Revue Lamy Collectivités territoriales*, juin 2008, p. 10.

17/ « Organiser une manifestation sur la voie publique », *Tourisme et droit*, septembre 2008, p. 27.

18/ « Le tourisme, parent pauvre des nouveaux CPER », *Tourisme et droit*, décembre 2008, p. 28.

19/ « Le développement économique durable des collectivités territoriales », *Revue Lamy Collectivités territoriales*, janvier 2009, p. 71.

20/ « Les collectivités territoriales dans la loi de finances pour 2009 », *Revue Lamy Collectivités territoriales*, février 2009, p. 18.

21/ « LFI 2010, investissement et solidarité : axes des concours aux collectivités », *Revue Lamy Collectivités territoriales*, janvier 2010, p. 13.

22/ « Les interventions économiques des collectivités territoriales » (fascicules 510 et 550 à 558), in *Lamy Gestion et finances des collectivités locales*, ed. Lamy.

23/ « Les dommages dans les cimetières », *AJCT*, octobre 2011, p. 434.

24/ « L'association, délégataire de service public », *AJCT*, novembre 2011, p. 503.

2 – droit constitutionnel :

25/ « La constitution andorrane du 28 avril 1993 : la disparition de la dernière institution féodale d'Europe », *R.R.J.*, n°1, 1996, p. 83.

26/ « Le Tribunal constitutionnel andorran : la recherche d'une justice constitutionnelle exemplaire », *A.I.J.C.*, 1995, p. 35.

Notes de jurisprudence :

1 – droit des collectivités territoriales :

27/ « Droit communautaire et reprise d'un service public administratif par une collectivité territoriale », note sous CE, 22 octobre 2004, Lamblin, *RGCT*, 2005, n°2, p. 117.

28/ « Le recours aux associations : de l'aide aux risques financiers », *Revue Lamy Collectivités territoriales*, octobre 2006, p. 7

29/ « Le champ d'application de la délégation de service public », note sous CE, 6 avril 2007, Commune d'Aix-en-Provence, *RGCT*, 2007, n°41, p. 209.

30/ « Réorganisation des services de l'Etat et dépenses communales », note sous CE, avis 6 avril 2007, Commune de Poitiers, *Revue Lamy Collectivités territoriales*, juin 2007, p. 13.

31/ « L'appel au service public pour régler une question de concurrence entre deux entreprises », note sous CE, 5 octobre 2007 ; Société UGC-Ciné-Cité, *Revue Lamy Collectivités territoriales*, janvier 2008, p. 26.

32/ « Comment faire payer une collectivité territoriale condamnée par la justice », *Revue Lamy Collectivités territoriales*, juillet 2008, p. 22.

33/ « L'organisation d'un service public par la voie d'un CDI entre personnes publiques », *Revue Lamy Collectivités territoriales*, mars 2009, p. 39.

34/ « Quand la commune se retrouve l'employeur des salariés d'un commerce », note sous Cass, soc 18 mars 2009, Commune de Vergongheon, *Revue Lamy Collectivités territoriales*, septembre 2009, p. 15.

35/ « L'organisation d'un service public par une coopération intercommunale contractuelle échappe aux règles des marchés publics », note sous CJCE, 9 juin 2009, aff C-480-06, Commission c/ RFA, *Revue Lamy Collectivités territoriales*, octobre 2009, p. 55.

36/ « Sous le sable, la TVA : concurrence entre plages publiques et privées », note sous CE, 23 décembre 2010, Commune de Saint-Jorioz, *Revue Lamy Collectivités territoriales*, avril 2011, p. 12.

2 – droit des propriétés publiques :

37/ « De la double qualification d'une convention : occupation domaniale et délégation de service public », *Revue Lamy Collectivités territoriales*, juin 2006, p. 22.

38/ « Quand une commune refuse de devenir propriétaire d'un bien », note sous CAA Paris, 1^{er} février 2007, Association syndicale du Front de Seine, *Les annales de la voirie*, juin 2007, n°117, p. 79.

39/ « L'affectation au service public l'emporte sur la propriété », note sous CE, 19 décembre 2007, Commune de Mercy-le-Bas, *Revue Lamy Collectivités territoriales*, mars 2008, p. 23.

40/ « Les logements de fonction du domaine public échappent à la taxe sur la vacance », *Revue Lamy Collectivités territoriales*, avril 2008, p. 11.

41/ « L'évolution de la réglementation en matière d'expulsion des gens du voyage du domaine privé d'une commune », sous CA Nancy, 15 janvier 2007, Mme Quignon et autres, *Les annales de la voirie*, avril 2008, n°125, p. 17.

42/ « De la non réparation du préjudice commercial en raison de travaux publics », note sous CE, 16 juin 2008, SARL Le Gourmandin, *Revue Lamy Collectivités territoriales*, novembre 2008, p. 18.

43/ « La domanialité privée des appartements publics situés dans une enceinte d'un service public », *Revue Lamy Collectivités territoriales*, avril 2009, p. 42.

44/ « La rupture anticipée d'une convention d'occupation domaniale : de l'équilibre entre prérogatives du gestionnaire et droits de l'occupant », *Les annales de la voirie*, oct/nov, 2009, p. 15.

45/ « La non réparation d'un accident mortel d'un cycliste ou l'inadaptation de la théorie du défaut d'entretien normal », *Les annales de la voirie*, janvier 2010, n°140, p.12.

46/ « La responsabilité d'une communauté urbaine en raison d'une « déjection canine », *Droit de la voirie et du domaine public*, n°145, juillet-août 2010, p. 125.

47/ « Une coûteuse « nature morte », plantation d'alignement et responsabilité du département, CAA, *Droit de la voirie et du domaine public*, n°150, mars 2011, p. 31.

3 – droit administratif

48/ « Le contrôle par le juge administratif du pouvoir de notifier les aides d'Etat à la Commission européenne », en collaboration avec A. Potteau, *RFDA*, janvier 2009, p. 123.

DISCIPLINES ENSEIGNEES

Enseignements actuels :

- *Droit administratif général*, cours, Licence d'administration publique
- *Droit des collectivités territoriales*, cours, master 1, droit public
- *Relations collectivités territoriales - entreprises*, séminaire, Master 2 Droit public de l'entreprise
- *Droit de la propriété des personnes publiques*, conférence de méthode, 4^e année IEP Lille
- *Droit des finances locales*, séminaire, Master 2 Management des collectivités territoriales
- *Droit des libertés fondamentales*, séminaire, Master 2 Etudes juridictionnelles et processuelles